



BUREAU DU DIRECTEUR
PARLEMENTAIRE DU
BUDGET
OFFICE OF THE
PARLIAMENTARY
BUDGET OFFICER

Suivi économique et financier

Août 2017

Ottawa, Canada
17 août 2017
www.pbo-dpb.gc.ca

Le directeur parlementaire du budget (DPB) est chargé de fournir des analyses indépendantes au Parlement sur l'état des finances publiques, les prévisions budgétaires du gouvernement et les tendances de l'économie nationale. À la demande d'un comité ou d'un parlementaire, il est tenu de faire une estimation des coûts de toute proposition concernant des questions qui relèvent de la compétence du Parlement.

Le présent rapport fournit une estimation en cours d'exercice du produit intérieur brut pour l'année 2017 et le solde budgétaire du gouvernement du Canada en 2016-2017 et en 2017-2018 selon les données publiées depuis les *Perspectives économiques et financières* d'avril 2017 jusqu'au 4 août 2017 inclusivement.

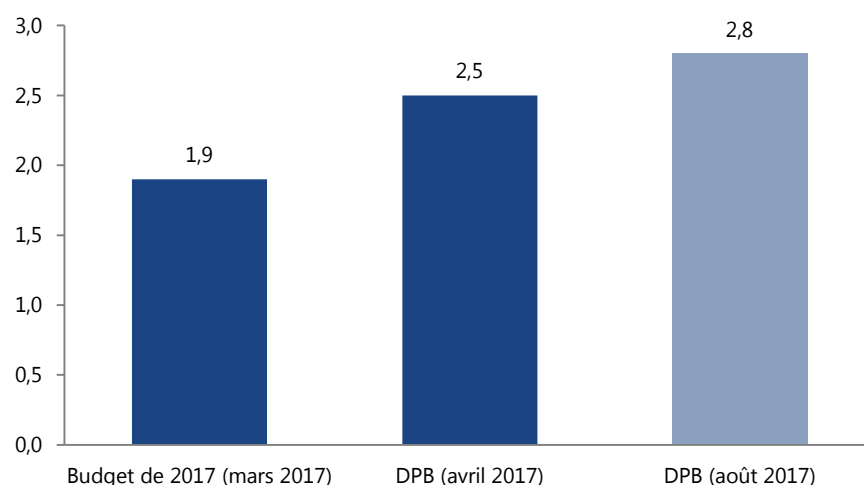
Le présent rapport a été préparé par Alex Smith et Tim Scholz. Jason Jacques, Chris Matier et Trevor Shaw ont contribué à l'analyse. Mostafa Askari a fourni ses commentaires. Nancy Beauchamp et Jocelyne Scrim ont participé à la préparation du rapport aux fins de publication. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez envoyer un message à pbo-dpb@parl.gc.ca.

Jean-Denis Fréchette
Directeur parlementaire du budget

1. Produit intérieur brut : 2017

Le DPB estime que le produit intérieur brut (PIB) réel du Canada augmentera de 2,8 % en 2017, soit une augmentation de 0,3 point de pourcentage par rapport aux prévisions qu'il a présentées dans les *Perspectives économiques et financières* d'avril et de près d'un point de pourcentage par rapport aux prévisions présentées dans le Budget 2017 (Figure 1-1). Cette augmentation s'explique par la hausse des dépenses des ménages, de l'investissement résidentiel, ainsi que de l'investissement dans les machines et le matériel au cours de la première moitié de 2017.

Figure 1-1 Croissance du PIB réel en 2017 (en pourcentage)



Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Le DPB estime que le PIB réel a fait un bond de 3,2 % (à un taux annuel) au deuxième trimestre de 2017 par rapport à la croissance de 1,4 % prévue dans les perspectives d'avril (Tableau 1-1). Cette révision est due en grande partie au fait que les dépenses des ménages et l'investissement résidentiel n'ont pas diminué comme le DPB le prévoyait. Ce dernier s'attend néanmoins à ce que ces rajustements se concrétisent au cours de la deuxième moitié de l'année. Il s'attend aussi à ce que la Banque du Canada, qui a augmenté le taux directeur de 25 points de base en juillet, l'augmente de nouveau de 25 points de base en octobre.

Tableau 1-1 Croissance trimestrielle du PIB réel en 2017

<i>%, d'un trimestre à l'autre, taux annualisés</i>	2016T4	2017T1	2017T2	2017T3	2017T4
DPB avril 2017	2,6	3,9	1,4	2,2	2,3
DPB août 2017	2,7	3,7	3,2	1,8	1,8

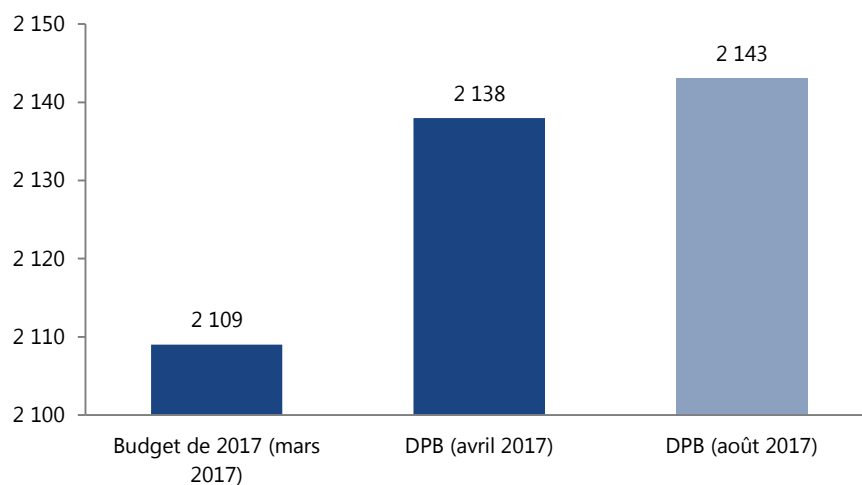
Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les valeurs en surbrillance représentent les estimations/prévisions du DPB.

Le DPB estime que le PIB nominal, l'indicateur le plus large de l'assiette fiscale, s'élèvera à 2,1 billions de dollars pour l'ensemble de l'exercice 2017, ce qui est légèrement supérieur (5 milliards de dollars ou 0,2 %) à ce qu'il avait prévu dans les *Perspectives économiques et financières* d'avril et supérieur (34 milliards de dollars ou 1,6 %) à ce que prévoyait le Budget 2017 (Figure 1-2).¹ Cette augmentation témoigne de la croissance du PIB réel plus forte que prévu au cours du deuxième trimestre de 2017.

Figure 1-2

Niveau du PIB nominal en 2017 (en milliards de \$)



Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les niveaux du PIB nominal provenant du Budget de 2017 et du DPB (avril 2017) ont été redressés pour tenir compte des révisions historiques.

Le DPB estime que le PIB nominal a augmenté à 2,1 billions de dollars (taux annuel) au deuxième trimestre de 2017 (Tableau 1-2). Bien que le PIB nominal soit plus élevé pour l'ensemble de l'année, le niveau projeté au quatrième trimestre de 2017 demeure le même que dans les perspectives d'avril. Cela témoigne de la faiblesse des perspectives relatives à l'inflation du PIB au cours de la deuxième moitié de 2017, qui s'explique par la faiblesse de l'inflation des prix à la consommation et des prix des produits de base², ainsi que de la croissance du PIB réel.

Tableau 1-2 PIB nominal trimestriel en 2017

<i>En milliards de \$, taux annualisés</i>	2016T4	2017T1	2017T2	2017T3	2017T4
DPB avril 2017	2 071	2 107	2 127	2 149	2 171
DPB août 2017	2 071	2 113	2 135	2 155	2 171

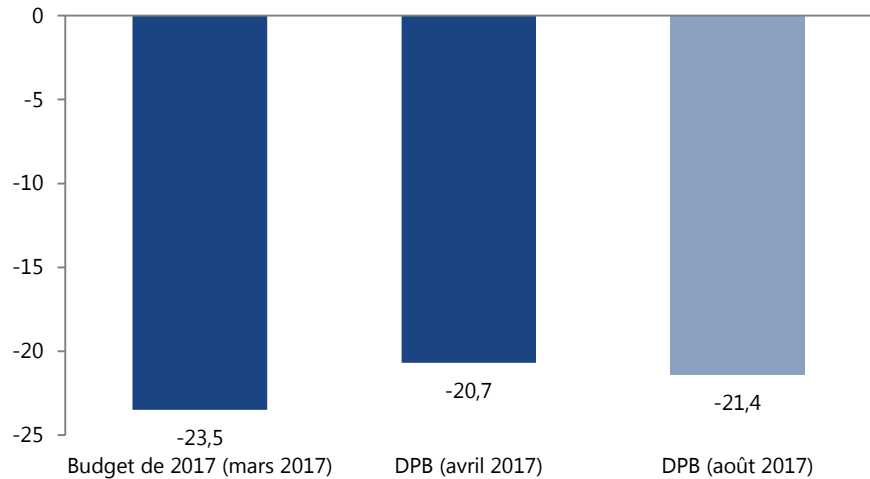
Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les valeurs en surbrillance représentent les estimations/prévisions du DPB. Les niveaux du PIB nominal tirés des *Perspectives économiques et financières* d'avril 2017 ont été redressés pour tenir compte des révisions historiques.

2. Solde budgétaire : 2016-2017 et 2017-2018

Le DPB estime que le solde budgétaire du gouvernement s'élèvera à un déficit de 21,4 milliards de dollars en 2016-2017, soit 1,1 % du PIB. Son estimation actualisée est plus grand de 0,7 milliard de dollars à ce qu'il avait prévu dans les *Perspectives économiques et financières* d'avril et de 2,1 milliards de dollars inférieur à ce que le gouvernement avait prévu dans le Budget 2017 (Figure 2-1).

Figure 2-1 Solde budgétaire en 2016-2017 (en milliards de \$)



Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

La faiblesse du solde budgétaire estimé par le DPB reflète une baisse de 2,6 milliards de dollars des revenus estimés en 2016-2017. Selon les données financières du gouvernement publiées jusqu'à la fin de mai, les revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt sur le revenu des sociétés à la fin de 2016-2017 sont légèrement moins élevés que ce que le DPB avait prévu en avril, tout comme ceux tirés de la TPS. La baisse des revenus ne devrait pas se poursuivre en 2017-2018.

Les dépenses estimées par le DPB pour 2016-2017 sont inférieures de 1,9 milliard de dollars aux prévisions présentées en avril. Les prévisions relatives aux charges de programmes ont été revues à la baisse de 2,4 milliard de dollars, tandis que les frais de la dette publique devraient dépasser les prévisions de 0,5 milliard de dollars. Les charges de programmes devraient quant à elles être moins élevées en raison surtout du report fortement attendu des dépenses fédérales dans les infrastructures.

Selon les données non publiées du gouvernement pour l'ensemble de l'exercice, les subventions et contributions accordées par Infrastructure Canada aux provinces réalisant des projets d'infrastructure ont essentiellement stagné par rapport à l'année dernière (c'est-à-dire, l'année précédant l'annonce des investissements fédéraux de stimulation dans l'infrastructure). Elles sont moins élevées que ce qui avait été prévu en avril.

Conformément au suivi réalisé précédemment, le DPB s'attend à ce que près de la moitié des fonds fédéraux de stimulation dans l'infrastructure prévus au budget aient été dépensés en 2016-2017. La lenteur de la croissance des dépenses dans les infrastructures n'est pas seulement évidente dans le suivi que fait le DPB des données financières détaillées du gouvernement en matière d'infrastructure, mais elle l'est aussi dans les comptes nationaux de Statistique Canada et les budgets des provinces, ce qui indique que les dépenses de fonds fédéraux destinés aux infrastructures par les provinces et les municipalités seront reportées à 2017-2018.

Tableau 2-1 Suivi financier pour 2016-2017 et 2017-2018

<i>En milliards de \$</i>	Estimation	Prévision	Écart par rapport aux prévisions d'avril 2017	
	2016-2017	2017-2018	2016-2017	2017-2018
Total des revenus	294,5	304,8	-2,6	0,2
Dépenses				
Charges de programmes	291,6	304,6	-2,4	0,1
Frais de la dette publique	24,4	25,0	0,5	0,3
Total des dépenses	315,9	329,6	-1,9	0,4
Solde budgétaire	-21,4	-24,8	-0,7	-0,3

Source : Directeur parlementaire du budget.

Pour 2017-2018, le DPB prévoit un déficit budgétaire de 24,8 milliards de dollars (1,2 % du PIB), soit 0,3 milliard de dollars de plus que ce qu'il avait prévu en avril (24,6 milliards de dollars) (Tableau 2-1).

Les projections relatives aux revenus demeurent essentiellement inchangées (jusqu'à 0,2 milliard de dollars) par rapport à celles présentées en avril, ce qui correspond aux révisions minimales apportées aux projections du PIB nominal en 2017-2018.

Du côté des dépenses, les prestations pour enfants dépassent de 0,4 milliard de dollars les prévisions du DPB, puisque l'Allocation canadienne pour enfants s'avère plus coûteuse que prévu. Le DPB estime toutefois que les prestations aux aînés seront inférieures de 0,3 milliard de dollars à ses prévisions en 2017-2018, ce qui entraînera un changement net négligeable aux projections relatives aux charges de programmes.

Les frais de la dette publique devraient dépasser les prévisions de 0,3 milliard de dollars, en grande partie en raison des taux d'intérêt plus élevés que prévu.

Notes

- ¹ Le DPB a revu à la hausse sa projection du PIB nominal pour 2017-2018 de 2 milliards de dollars (0,1 %). Le PIB nominal pour 2016-2017 est aussi 2 milliards de dollars plus élevé par rapport à nos perspectives d'avril 2017.
- ² L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 0,1 % (donnée désaisonnalisée au taux annuel) au deuxième trimestre de 2017; le DPB, dans ses *Perspectives économiques et financières* d'avril, prévoyait plutôt une augmentation de 2 %. En outre, à l'heure actuelle, les cours à terme du pétrole laissent croire que le West Texas Intermediate atteindra 49 \$ US le baril en 2017, soit 4 \$ US de moins que ce que le DPB avait prévu en avril.